

ANALYSE DE LA PAUVRETE MONETAIRE EN TERRITOIRE DE LUBERO EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

MUHINDO TASI Jackson* et WASWANDI KAKULE NGOLIKO Athanase
* jacksontasy@yahoo.fr

Résumé

La présente communication analyse la question de la pauvreté monétaire chez les agro-éleveurs en Territoire de Lubero. La préoccupation principale consiste à savoir ce qui entraîne la misère et comment les concernés tentent de s'en sortir. La situation de vulnérabilité est le résultat de plusieurs facteurs interconnectés ; à savoir : l'accès difficile à la terre à cultiver, l'imperfection des marchés ruraux, des techniques agricoles non productives. Les stratégies de lutte pour survivre sont inefficaces. La problématique du monde rural doit être prise en considération par les pouvoirs publics car les paysans eux-mêmes ne peuvent pas s'en sortir.

Mot clés : Pauvreté monétaire, Accès à la terre, conflits, territoire de Lubero

INTRODUCTION

L'incapacité aux vaillants paysans d'accéder aux facteurs déterminant la production agricole (Easterly, 2006) et l'irrégularité des marchés ruraux sont autant des contraintes, qui alourdissent la vulnérabilité dans le Territoire de Lubero. La production agricole faible, incapable de satisfaire les besoins ménagers suscite la question de savoir comment les paysans peuvent s'en sortir. Cet article est une contribution économique, institutionnelle et sociale au grand débat toujours d'actualité sur les capacités productives d'un peuple rural à retrouver son bien-être. Pour son élaboration, il se fonde comme toute recherche-action (Ansart, 2009) procédant en trois étapes d'exploration d'abord sur une technique documentaire constituée d'une bibliographie, articulée ensuite sur une enquête de terrain chez les paysans du Territoire de Lubero particulièrement dans les villages très peuplés de Kanyatsi, Kaviru, Muvale, Kanyambi, Kivale, Mbuva, Nyabili, Vulambayiri, Vulungula, Katambi ayant chacun 250 habitants. Ces données quantitatives m'ont permis afin de procéder par une méthodologie qualitative dont l'interprétation se reflète dans le résultat de cet article.

Une recherche-action est un ensemble de pratiques et de procédures visant à associer la connaissance et l'action dans le but de modifier les comportements et la pensée qui les anime (Ansart, 2009). C'est la raison pour laquelle cet article s'articule autour de trois axes, à savoir : la pauvreté un mythe ou une réalité en territoire de Lubero ; les stratégies utilisées par les ruraux pour s'en sortir, et enfin la proposition de sortie de la crise.

La pauvreté un mythe ou une réalité

Selon Mossi (1983, p. 37), peuvent être considérés comme pauvres les individus et les familles dont les ressources sont si faibles qu'ils se trouvent exclus du mode de vie, des habitudes et des activités normaux du milieu dans lequel ils vivent. Laffot (1975) avance

un discernement selon laquelle la pauvreté est un concept relatif, tout comme celui de richesse. Dans sa signification objective, la pauvreté est la carence de quelque chose de nécessaire ; la notion de pauvreté est donc étroitement liée à celle de nécessité.

Pour l'économiste Rowntree cité par Mossi (1983) qui a consacré plus de cinquante ans de sa vie à étudier les problèmes de la pauvreté au Royaume-Uni, estimait, au début du XX^e siècle, que pouvaient être considérés comme pauvres ceux dont les revenus totaux sont insuffisants pour obtenir les biens essentiels qui permettent le maintien d'une santé purement physique, sous forme en particulier de nourriture, de logement, vêtements, chauffage. Dans le même raisonnement, retrouvons les organismes comme la banque Mondiale qui définit la pauvreté comme l'incapacité pour un individu, pour une famille ou une communauté de satisfaire certains besoins de consommation dont l'indicateur le plus utilisé est le seuil international de la pauvreté absolu d'un dollar par jour et par personne (Lusolele, 2002).

Pour l'économiste Anani Lazare (2013), la plus élémentaire, mais aussi la plus opératoire, consiste à faire de la pauvreté un phénomène purement monétaire. Plus fondamentalement, le sociologue Townsend insiste, dans sa conception de la pauvreté, sur le concept de participation et considère qu'une personne pauvre peut être dite en situation de pauvreté lorsque les ressources dont elle dispose sont significativement inférieures à celles qui lui permettraient de participer aux activités sociales. La pauvreté serait en ce sens un état de privation multidimensionnel conduisant à l'exclusion sociale.

L'économiste Sen (Prix Nobel de l'économie) cité par Anani Lazare (2013) met l'accent sur les deux concepts de privation et de participation. Pour lui, la pauvreté est avant tout une privation de capacité (*capabilities*) d'accès à l'alimentation correcte, à l'éducation ou à la santé. Donc, est pauvre toute personne n'ayant pas un niveau de capital (matériel, humain, relationnel) suffisamment développé pour avoir la capacité de s'extraire de cette précarité. L'incapacité à accéder aux services bancaires serait une des formes constitutives de cette vision de la pauvreté ; mais aussi, une question d'injustice sociale.

Force est de constater que différents auteurs tentent de décrire le concept 'pauvreté selon leur domaine de recherche. Nous constatons que ce concept demeure connu de tous mais paradoxalement difficile à être défini avec précision. De tout ce qui précède, il sied de retenir que toutes ces descriptions reposent sur deux critères : le niveau des ressources disponibles et l'exclusion. Cependant, un troisième critère paraît au moins aussi important pour cerner le problème de la pauvreté, surtout aujourd'hui, celui de précarité. La pauvreté c'est donc la situation de personnes ou groupes de personnes marqués par l'insuffisance des ressources disponibles, la précarité du statut social et l'exclusion d'un mode de vie (matériel et culture) dominant.

Dans la logique de la description de la pauvreté, on peut parler de pauvreté rurale lorsqu'une société rurale se trouve confrontée à toute une série de problèmes socio-économiques, structurels et conjoncturels, qui menacent sa survie. Ainsi, la pauvreté rurale est un problème complexe constitué de nombreux éléments : les bas revenus, la faible consommation à cause de la faible productivité, l'inégalité dans la propriété et l'accès aux moyens de production, à la santé et à l'éducation, la dégradation des ressources naturelles, ainsi que le manque de pouvoir politique. Aussi, le niveau de pauvreté d'une région ne se mesure pas uniquement en termes de revenu par habitant, mais aussi en éducation, en santé (espérance de vie à la naissance), les libertés publiques, et dans la déliquescence de toutes les autres infrastructures de base (Laffot, 1975).

Cependant, partout et toujours, le pauvre se caractérise comme celui qui ne dispose pas d'un minimum de ressources jugées nécessaires à l'assurance de sa survie. S'agissant de la pauvreté monétaire, concept fondamental de la réflexion, un individu est pauvre lorsque son niveau de revenu ou de consommation est inférieur à un certain niveau considéré comme un minimum raisonnable appelé seuil ou ligne de pauvreté (Gacko, 2015). Ce dernier est appelé par des économistes modernes socialistes " salaire minimum interprofessionnel garanti (S.M.I.G).

Le seuil de pauvreté pose de nombreux problèmes théoriques à savoir : est-ce qu'une famille située juste au-dessus de ce seuil vit dans des conditions réellement différentes d'une famille dite pauvre » ? Il se pourrait que le patrimoine ne soit pas pris en compte, or cela influence largement les conditions de vie d'un ménage. Le seuil de pauvreté semble être unidimensionnel, il ne tient compte que du niveau de revenu : les ressources non monétaires (réseaux familiaux et communautaires, autoconsommation, statuts sociaux) n'apparaissent pas.

Toutes ces observations prouvent en suffisance qu'il existe d'autres moyens d'évaluer les niveaux de pauvreté, qui consistent en particulier à demander aux gens s'ils se considèrent comme pauvres. Les résultats sont surprenants, puisque des personnes ayant de faibles revenus mais des modes de vie peu dépensiers se sentent parfois subjectivement moins pauvres que des personnes objectivement plus riches, ayant des salaires moyens ou supérieurs à la moyenne mais dont les dépenses sont nombreuses et qui ont le sentiment de ne pas avoir suffisamment d'argent pour vivre comme elles le souhaiteraient.

La pauvreté monétaire chez les agriculteurs appréciée en termes de productivité

Une des possibilités pour mesurer la pauvreté monétaire dans cette réflexion, est d'invoquer la notion de la productivité agricole, qui se définit comme étant le rapport entre la production agricole réalisée et les moyens mis en œuvre pour l'obtenir. Les enquêtes de terrain auprès de soixante ménages des agriculteurs ont donné un rapport de 1,9 \$. Ce qui signifie qu'en investissant 1 \$ en agriculture celui-ci rapporte 1,9 \$ au cours d'une campagne agricole (pour une moyenne de 4 mois). Il se dégage de ces calculs que la productivité en agriculture soit faible du fait de plusieurs contraintes insolubles jusqu'aujourd'hui (BUBLOT, 1974) Quelle lecture aussi peut-on dégager des taux de croissance de la production agricole et le taux de croissance de la population ?

Les résultats de plusieurs sorties effectuées (2002-2017) dans la Commune Rurale de Lubero pour comprendre les statistiques que le service de l'Agriculture Pêche et Élevage (AGRIPEL) sont repris dans le tableau ci-dessous :

Tableau 1 : Comparaison entre le taux de croissance de la production agricole et celui de la population

| Années | Taux de croissance | |
|---------------|---------------------|------------|
| | Production agricole | Population |
| De 2003 -2007 | (-99,6%) | 31,34% |
| De 2008-2012 | 85,9% | 8,61% |
| De 2013-2017 | (- 96,4%) | 17,9% |

Source : Les statistiques issues du service de l'Agriculture Pêche et Elevage du territoire de Lubero de 2002- 2017.

La population en Territoire de Lubero croit au cours du temps. En considérant uniquement les années entre 2013-2017, qui ont enregistré une baisse sensible de la production agricole de -96,4% accompagné d'un taux de croissance démographique de 17,9%, il y a lieu de conclure que les familles paysannes connaissent gravement un déficit dans leur régime alimentaire. Les conséquences qui découlent de cette situation sont surtout la faim et l'offre des produits agricoles très réduite sur le marché. La faim s'installe dans les familles paysannes car les champs à exploiter deviennent trop petits. Les milieux ruraux, en effet, si elles nourrissent encore les villes, assurent difficilement un revenu suffisant à l'agriculteur (Bublot, 1974). Le revenu qui se dégage de la vente des produits agricoles est extrêmement faible, incapable de satisfaire les besoins primaires. La question consiste à savoir s'il faut stabiliser les naissances en Territoire de Lubero ? Ou encore l'essor démographique peut-il constituer un frein pour le développement ?

Beaucoup de paysans acculés à la famine par l'exiguïté de leurs terres, à la suite de l'accaparement des terres par des hommes d'affaires et des partages de l'héritage foncier, quittent leur lieu natal pour toujours et vont chercher, sinon fortune, du moins survie en ville, tandis que d'autres préféreront s'établir dans certaines agglomérations proches de la ville. Ainsi s'opèrent sans interruption de grands transferts de population, amplifiés par le départ de certains paysans des campagnes vers les communes rurales ou des régions tropicales, attirés par les possibilités d'emplois informels (Vigor, 1980).

Tsongo (1994) avance que l'explication complète de forte densité de la population dans les régions montagneuses du Kivu doit prendre en compte à la fois les facteurs humains, de civilisation, historiques et institutionnels. Il invoque trois raisons essentielles qui justifient la formation des densités démographiques élevées dans le Territoire de Lubero et surtout dans les hautes terres. Il s'agit essentiellement de la présence d'une population assez nombreuse avant l'ère coloniale ; d'une croissance naturelle très élevée dû à une forte natalité et aux actions combinées d'une amélioration de la médecine et des règles d'hygiène qui ont comme conséquence la chute brutale de la mortalité. Quels indicateurs permettent d'apprécier l'état de pauvreté ?

Quelques indicateurs de la pauvreté

Des indicateurs de pauvreté rurale sont le manque de champ et d'habits, habit insalubre, manque de produits de première nécessité (sel, savon, huile, etc.), manque de logement et de nourriture, s'acquitter difficilement des frais scolaires, manque de siège dans les maisons, difficulté de payer les frais de soins médicaux, maladies liées à la malnutrition. Le tableau suivant illustre une certaine vulnérabilité en vitamines.

Ces indicateurs de pauvreté ont déjà été signalés dans les travaux de Catherine Vigor (1980). Ils ont été validé/entériné par les récentes enquêtes sur la pauvreté et le chômage en République Démocratique du Congo : état des lieux, analyses et perspectives par Monsieur Jonas Kibala Kuma (2020). C'est la raison pour laquelle, nous avons synthétisé les données sur le taux moyen de consommation de la viande par habitant en Commune Rurale de Lubero en vérifiant les statistiques du service de l'Agriculture Pêche et Elevage depuis 2017-2018 et 2019.

Tableau 2 : Taux moyen de consommation de la viande par habitant en commune rurale de Lubero et ses environs (2017)

| Cités et chefferies | Quantité de la viande produite en kg | Population | Quantité consommée par an et par hab. |
|---------------------|--------------------------------------|------------|---------------------------------------|
| Lubero | 14 200 | 61 368 | 0,2 kg |
| Kirumba | 108 882 | 56 140 | 1,9 kg |
| Kayna | 8 352 | - | - |
| Kanyabayonga | 93 984 | 41 731 | 2,2 kg |
| Bamate | 203 426 | - | 0,2 kg |
| Batangi | 88 476 | - | - |
| Baswagha | 273 248 | 537 638 | 0,5 |
| Bapère | - | 116 730 | - |

Source : Service AGRIPEL

En se référant toujours aux statistiques de l'Agriculture Pêche et Elevage de Lubero (AGRIPEL), nous construisons un autre tableau ci-après.

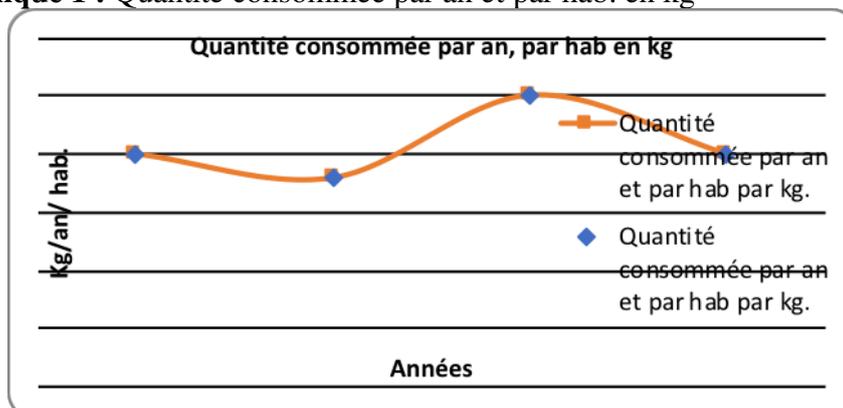
Tableau 3 : Synthèse des données relatives aux quantités consommées de viande par an et par habitant

| Années | Quantité consommée par an et par hab par kg. |
|--------|--|
| 2017 | 0,2 kg |
| 2018 | 0,18 kg |
| 2019 | 0,25 kg |
| 2020 | 0,2 kg |

Source : Synthèse des statistiques issues de l'AGRIPEL

D'emblée, les données exposent une décroissance au cours du temps des quantités de viande prise par an et par habitant. Ce graphique visualise correctement la tendance.

Graphique 1 : Quantité consommée par an et par hab. en kg



La viande est une denrée rare en Territoire de Lubero. Elle est consommée dans les occasions rares de la vie, à savoir le deuil, le mariage et les fêtes. Elle est prise dans la plupart des familles le jour de la fête de Noël ou de nouvel an. Le tableau 2 renseigne que dans la commune rurale de Lubero, un individu consomme par an en moyenne 0,2 kg de

viande par an en 2017. En 2017, les récoltes n'ont pas été bonnes à cause de changement de saisons. Il y a eu beaucoup de sécheresse alors qu'il n'y a pas longtemps la période de récolte était précédée des pluies atténuées. Certaines études montrent que la région de Lubero qui était entourée de beaucoup de forêt est devenue désertique et n'attire pluies de pluies au point que les paysans sont déroutés dans leurs connaissances traditionnelles climatologiques saisonnières.

L'avènement des maï maï (un groupe d'auto-défense populaire très actif) à Lubero et les massacres des civils à Miriki a réduit sensiblement les capacités productives des agro-éleveurs dans leurs fermes. En 2018, ce sont les réfugiés provenant des localités proches de Lubero fuyant l'activisme des groupes armés. La plupart des réfugiés provenaient de Kipese, une zone qui avait connu des pillages systématiques lorsque la force loyaliste s'affrontait aux jeunes maï maï. La cité de Kipese fut vidée de toute sa population et tous ses biens emportés et les maisons brûlées. En 2019, un peu d'accalmie. Les fermes commençaient à renouveler le cheptel de moutons. Enfin en 2020, il y a eu encore résurgence des maï maï, qui s'est accompagné des pillages systématiques dans les fermes.

Tous ces faits prouvent en suffisance que la production agricole et animale est faible. L'urgence est de perfectionner les performances productives chez les paysans agriculteurs pour les tirer de leur pauvreté. Il faut l'avouer, la viande est consommée dans bon nombre de ménages lorsqu'une bête est morte suite à une maladie, un accident ou simplement à la suite d'une catastrophe naturelle. Les deuils sont aussi les temps où l'on sent dans la détresse l'odeur de la viande. Pour une bête morte d'une maladie, il y a lieu de craindre qu'elle affecte la santé des consommateurs.

La nécessité d'un repas équilibré est impérative car une population mal nourrie perd ses réflexes ; c'est-à-dire elle devient improductive, inapte à exécuter correctement des travaux champêtres et par conséquent incapable de booster son propre processus de développement économique et social. A court terme, les conséquences d'une ration déséquilibrée pour une population sont la mortalité élevée, la réduction de l'espérance de vie à la naissance, la diminution de la population active. La malnutrition et la sous-alimentation à long terme se résument par l'apathie de la jeunesse, l'inhibition de la volonté et la paresse intellectuelle, qui affectent l'initiative créatrice et la productivité du travail. Il faut s'interroger davantage sur l'amélioration du revenu moyen susceptible de réduire la pauvreté dans le ménage de l'agro-éleveur.

Il est à noter qu'un agriculteur est pauvre lorsque son niveau de revenu est inférieur au seuil de pauvreté car avec l'augmentation de ce dernier s'accompagne d'une amélioration de la santé et par conséquent un agrandissement du nombre d'individus capables de travailler (Laffot, 1975). Il y a lieu de conclure que la pauvreté à laquelle croupissent beaucoup des agro-éleveurs en Territoire de Lubero dénote des faiblesses accumulées par les divers régimes politiques d'organiser une administration proche du peuple privilégiant l'intérêt personnel au détriment de l'intérêt général. La position dans toutes ces descriptions est qu'un pauvre est toute personne dont les capacités productives sont réduites par le système dans lequel il se trouve. Donc, nous pouvons dire qu'il y a une pauvreté involontaire. C'est par aberration que certains sont appelés des pauvres. Ils le sont parce que les conditions dans lesquelles ils vivent astreintes leurs capacités. Quelles causes de pauvreté retenir dans cette communication ?

Les causes de la pauvreté

Les causes de la pauvreté rurale peuvent être nombreuses. Elles comprennent, entre autres, des éléments ayant trait à la culture, au climat, aux inégalités entre les sexes, aux marchés et à l'action des pouvoirs publics. De même, les problèmes que crée la pauvreté rurale et les solutions envisageables pour y remédier présentent une grande diversité. La question consiste à savoir comment la pauvreté rurale se développe, les raisons de sa persistance et les mesures spécifiques qui seraient susceptibles de l'éliminer ou de l'atténuer.

La pauvreté peut résulter de situations chroniques hérités de la naissance, dont le cas extrême est l'esclavage (en continuant l'œuvre du colonisateur), peut se perpétuer de génération en génération par le biais de l'organisation sociale en lien avec l'accès à l'éducation, l'état de santé, ou des statuts politiques particuliers; elle peut également survenir par des incidents dans la vie d'une personne, comme la spoliation, les catastrophes naturelles et la destruction de biens, le chômage, le caractère vénal et la dollarisation de la terre.

Dans le système foncier coutumier des Nande du territoire de Lubero, certaines portions de terre sont sacrées. Elles ne sont pas accessibles à la vente. En l'occurrence celles que les nande appellent « *mahero* », lieu de culte aux ancêtres et colline où sont enterrés les chefs et les fondateurs des dynasties. Cependant la coutume sacrée ne résiste plus devant la séduction de l'argent. Certains prétendants vendent ces lieux de culte aux Ancêtres sans le consentement des autres membres de la famille. Ces derniers ne voulant pas confirmer ce sacrilège qui est aussi ressenti comme un vol, vont poursuivre en justice, soit le vendeur, soit l'acheteur, soit les deux à la fois. Pour tout remettre en ordre, le vendeur doit payer comme amende deux chèvres de purification et de sacrifice aux Ancêtres ou s'exiler après démolition de sa maison. C'est de cette façon que certains conflits fonciers terminent en incendie volontaire des maisons du vendeur, de l'acheteur et de ses témoins.

Par ailleurs, depuis que la terre est devenue un objet de commerce, c'est-à-dire un bien à vendre suivant les démarches légales, les communautés locales se sont retrouvées dépossédées de leurs terres arables. Cette dollarisation a entraîné un nombre croissant des paysans sans terre « *a'bhaghunda* ». Elle est également responsable de la création de différentes milices dans les zones rurales car les populations dépossédées de leurs champs veulent les revendiquer par la force. Elle accorde enfin une latitude aux personnes morales ou physiques (les confessions confondues), aux pays voisins d'acquérir de grandes superficies de terres jadis exploitées par les autochtones. La question consiste à savoir l'usage qu'ils en feront demain. Cet accaparement massif des terres par les commerçants à complicité avec les Chefs Coutumiers (*a'bhami*) est facilité par les agents des titres fonciers et immobiliers. Du moment où la loi n'est pas encore claire dans la détermination des limites des terres coutumières et celles dites urbaines, certains experts en profitent pour acheter des champs. Ils profitent du bornage des terrains afin d'être protégés par la loi en obtenant un certificat d'enregistrement.

Selon Calvez (1970), le grand propriétaire n'est souvent pas davantage incité au progrès. Certes, il peut l'être plus facilement. Il existerait certaines exploitations traditionnelles stagnantes et des domaines mis en cultures modernes, avec des rendements élevés où les travailleurs reçoivent des salaires. Certains de propriétaires n'entrent pas dans cette voie ou n'y sont pas encore entrés. Ils vivent dans une société de grands propriétaires agraires, au sein de laquelle les valeurs de prestige ont plus de poids que les valeurs marchandes. Les choses changeraient si le grand propriétaire vendait de la terre à des

hommes capables d'en tirer profit, si donc la terre devenait un bien de production plus que de prestige. Ou bien si le grand propriétaire modifiait ses relations à la force de travail qu'il emploie, commençait à reconnaître et à honorer la valeur économique d'un service de travail. Mais précisément tout cela fait sortir du système, qui n'est pas seulement caractérisé par la grande dimension des possessions, mais bien plus encore par la fixité, la quasi-inaliénabilité, et le caractère peu économique de la propriété.

Le comble en est que ces hommes d'affaires que nous considérons comme de grands propriétaires exploitent ces terres en ne plantant que des arbres laissant ainsi aux paysans ruraux se disputer de petites portions de terres incultes. Franchement, si aucune mesure urgente et efficace n'est prise actuellement, les milieux ruraux risqueraient de devenir de véritables théâtres des conflits interminables liés à l'accès à la terre et par conséquent affecteraient l'économie du pays par une baisse sensible des denrées alimentaires. La question consiste à savoir si la terre est-elle réellement acquise pour être exploitée. Pour la majorité et la réalité actuelle, la terre est acquise pour des fins de prestige sociales. Beaucoup de fermes sont plus sociales qu'économiques ; donc de prestige. La terre est considérée plus pour une valeur de refuge financier au lieu d'être un outil de développement rural.

Pour comprendre la pauvreté, il est essentiel d'examiner le contexte économique et social, des marchés, des groupes sociaux et des ménages. La pauvreté peut différer selon le sexe, l'ethnie, l'âge, le lieu d'habitation (rural ou urbain) et la source de revenus de ceux qu'elle affecte. Diverses caractéristiques économiques et sociales propres aux pays, ainsi que des conditions extérieures, engendrent et perpétuent la pauvreté rurale à savoir :

- L'instabilité politique et les conflits civils ;
- La discrimination systémique sur la base du sexe, de la race, de l'ethnie, de la religion ou de la caste ;
- Un régime de la propriété mal défini ou l'application inéquitable des droits aux terres agricoles et aux autres ressources naturelles ;
- La forte concentration de la propriété foncière et les accords de fermage inéquitables ;
- La corruption et la recherche de l'avantage personnel parmi les dirigeants et dans la fonction publique ;
- Les politiques économiques qui sont discriminatoires à l'égard des pauvres ruraux ou qui les excluent du processus de développement et accentuent les effets d'autres facteurs générateurs de pauvreté ;
- Les familles nombreuses et en augmentation rapide, avec une forte proportion de personnes à charge ;
- Les imperfections du marché dues à la forte concentration des terres et des autres actifs et à des politiques publiques créatrices de distorsions ;
- Les chocs extérieurs d'origine naturelle (climatique, par exemple) ou liés à la situation économique internationale.

Par ailleurs, les déséquilibres des politiques économique et sociale peuvent contribuer à la pauvreté rurale en privant les pauvres ruraux des avantages du développement et en amplifiant les effets des autres facteurs de paupérisation. Les déséquilibres de la politique gouvernementale qui défavorisent généralement les pauvres ruraux sont notamment les suivants :

- L'infléchissement systématique des investissements publics en infrastructures et des dispositifs de protection sociale en faveur des zones urbaines

- La taxation implicite des produits agricoles résultant de l'application de prix dits «de soutien » et d'un taux de change surévalué ;
- La taxation directe des exportations de produits agricoles et les subventions à l'importation ;
- Les subventions en faveur des techniques à forte intensité de capital ;
- Les mesures favorisant la culture d'exportation au détriment des cultures vivrières ;
- Les avantages accordés aux grands propriétaires terriens et producteurs commerciaux en ce qui concerne les droits de propriété et d'occupation des sols, les services publics de vulgarisation et l'accès au crédit (bonifié).

Ces politiques peuvent avoir des conséquences tant à court terme qu'à long terme sur la pauvreté rurale. Les conséquences sont particulièrement sensibles dans le cadre des programmes d'ajustement structurel que nombre de pays en développement ont entrepris pour rétablir la stabilité macroéconomique et augmenter la capacité d'accroître la production, l'emploi et les revenus.

Les résultats des enquêtes, des entretiens et des focus group révèlent plusieurs facteurs, qui prouvent l'existence de la pauvreté en Territoire de Lubero. Parmi ces facteurs, il y a lieu de retenir les prix aux cultivateurs non rémunérateurs, l'absence de routes de desserte agricole, l'insécurité dans les zones rurales, les conflits fonciers fréquents, la prédation des produits des champs et d'élevage par des passants, la dollarisation de la terre et l'infertilité du sol.

Par ailleurs, il convient d'invoquer l'ivrognerie, qui entraîne l'irresponsabilité dans les familles, les maladies des plantes (maniocs), la divagation des bêtes qui ravagent les champs, les prélèvements des produits agricoles au profit des militaires, les guerres récurrentes entre les forces de l'ordre et les forces négatives occasionnant une insécurité civile permanente suivies des pillages des bêtes et des récoltes, les comportements irresponsables des jeunes (paiement des pénalités en chèvres), coûts exorbitants des soins de santé, abandon des familles par les jeunes, niveau intellectuel de la population limité, etc.

Toutefois, l'agriculture paysanne présente des opportunités, des potentialités et des contraintes dans la sous-région de Lubero.

Les contraintes majeures

L'agriculture en Territoire de Lubero est confrontée à de nombreuses contraintes d'ordre *technique, économique et institutionnel*. Parmi celles qui sont techniques, l'on mentionne :

- Une faible productivité des filières végétales, animales, une allocation budgétaire encore insuffisante, voire inexistante ;
- Un cadre institutionnel insuffisamment organisé suivi d'un déficit en ressources humaines, techniques et matérielles avec aussi un régime foncier dualiste tiraillé entre le juridique et le traditionnel ;
- La détérioration des conditions de vie en milieu rural provoquant ainsi un exode élevé et sélectif qui draine vers les villes les actifs agricoles les plus dynamiques mais aussi renforçant le secteur informel urbain en pleine expansion ;
- Un environnement macroéconomique peu propice aux investissements productifs ;
- Accès difficile au crédit agricole ;
- La dégradation et le faible niveau d'accès aux infrastructures de base ;
- Le manque d'organisation des producteurs et autres acteurs des filières agricoles ;

- L'inadéquation de l'offre de services de recherche et de vulgarisation agricole en regard de la demande d'appui-conseil des organisations paysannes et autres opérateurs ;
- Le faible niveau d'accès aux informations sur les marchés,
- La demande interne insolvable entraînée par un pouvoir d'achat précaire des consommateurs.
- Les terres arables toujours conflictuelles entre les Chefs terriers et les usagés.

Actuellement, aucune loi congolaise en matière de gestion de la terre n'a jamais donnée une réponse satisfaisante pour déterminer ce qui est une terre coutumière et une terre moderne. Le cadastre congolais n'a jamais été réaliste... Les exploitants ruraux dépendent des décisions ou des indifférences d'en haut, qui les appauvrit car créant querelles interminables sur le terrain. Vigor (1980) indique que l'État joue un rôle prépondérant dans le maintien des structures agraires qui, demeure en partie responsable dans la stabilisation de la vie sociale et économique des paysans. C'est de la Présidence de la République Démocratique du Congo dont dépend la promulgation de l'Ordonnance Présidentielle pour fournir une nette distinction entre les terres gérées par les communautés locales et celles urbaines car depuis la loi foncière de 1973, à son article 387 stipulant que les terres gérées par les communautés locales continueront à être gérées par la coutume en attendant la promulgation de la nouvelle Ordonnance Présidentielle. Les droits fonciers traditionnels sur les terres villageoises ne constituent plus une forme de maîtrise naturelle légalement reconnue ni garantie par la loi foncière en son article 389. Les droits de jouissance des villageois acquis sur les terres coutumières seront fixés par d'autres réglementations. En attendant leur promulgation, le vide juridique a pour effet de laisser les conditions de maîtrise et d'usage des terres villageoises dans une situation ambiguë, qui constitue une source de confusion et d'insécurité foncière pour la population exploitante.

L'origine du problème en agriculture au Congo-Kinshasa, qui persiste est cette inégalité maintenue par l'immobilisme de deux types d'exploitation de la terre, qui empêche le progrès, la mobilité sociale et le bien-être d'une grande partie des habitants. Tant que durera cet état de chose, le Territoire de Lubero vivra dans les tensions (conflits de terre) qu'il connaît depuis des générations et courra les mêmes risques de violence sanglante au sein des communautés villageoises pendant plusieurs années.

Les grands défis à relever chez les paysans agro-éleveurs consistent à sécuriser la sous-région concernant l'accès à la terre et moderniser les systèmes de production agricoles afin d'accroître durablement la productivité agricole de différentes filières. Il faut par ailleurs rapprocher les marchés ruraux aux agro-éleveurs tout en réduisant les différentes imperfections et enfin restaurer une bonne gouvernance qui garantit un meilleur environnement juridique.

Les opportunités et potentialités

Malgré ces contraintes auxquelles se heurtent les agriculteurs en Territoire de Lubero, la région possède un potentiel considérable et offre des opportunités tout à fait remarquables. Il s'agit notamment : de conditions climatiques et écologiques très favorables aux activités agricoles ; la disponibilité en terres agricoles très peu valorisées ; des potentialités réelles de développement de plusieurs cultures d'exportation hautement compétitives sur le marché international et génératrices de revenus importants notamment le palmier à huile, le café, le cacao, le thé, l'hévéa et le quinquina, etc.

LES STRATEGIES DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

Les stratégies individuelles

Au niveau individuel, voici les activités auxquelles recourent les paysans agriculteurs :

- Aux activités de petit commerce où ils se comportent souvent comme des commerçants ambulants et d'autres organisent de petites boutiques dans leurs parcelles. Le petit commerce porte sur la vente des poissons, des produits issus de l'industriel, la vente des boissons alcoolisées produites localement.
- D'autres recourent aux petites entreprises de service notamment : la charge téléphones, le service de restauration, le salon de coiffure pour l'hygiène de la population, la réparation des vélos, motos et radios, etc.
- Une autre stratégie est l'exode rural : les paysans se déplacent en quête des champs fertiles et des boulots occasionnels dans les centres urbains. Ils renforcent le secteur informel déjà saturé en ville et non maîtrisable ;
- L'exploitation des ressources naturelles.

Enfin, certains responsables des ménages décident de quitter le sol natal à la recherche d'une activité rémunératrice. En effet, la décision du responsable de ménage de vivre loin de sa famille, de sa femme et ses enfants à la recherche d'un travail manuel mieux rémunérateur dans d'autres régions sans espoir d'en trouver est un indicatif implacable de la misère extrême à laquelle il essaie d'échapper. Quand l'homme part seul dans des zones considérées fertiles, la mère de famille reste seule avec les enfants : certaines détresses causées par l'absence totale d'argent, la peur du manque de nourriture et le silence complet à propos du mari qui ne peut donner de nouvelles et dont le lieu de travail demeure un mystère, détruisent moralement maintes femmes. Heureusement dans les communautés locales chez les Yira où règnent l'honnêteté et la sécurité, le taux de délinquance étant très faible, et la violence peu répandue. En effet, l'épreuve du mari absent est acceptée avec résignation et patience par la femme et tous les membres de la famille, vertus héritées de génération en génération.

S'il est vrai que certains compatriotes se mobilisent pour éradiquer la pauvreté, par contre d'autres accordent beaucoup de place à la liberté et le loisir, ce qui peut freiner leur enrichissement pécuniaire. Les intéressés désirent plutôt avoir du temps pour se livrer à toute une série d'activités traditionnelles (telles que les services d'administration de la justice dans la tribu, des cérémonies d'initiation, des palabres foncières, la discussion des affaires de la famille ou de la tribu). Ces habitudes avons-nous constaté lors des enquêtes de terrain amènent aujourd'hui les paysans à ne pas travailler davantage quand cette distraction leur apporte un supplément de revenu, mais à un taux de rendement médiocre voire décroissant.

Notons que les stratégies individuelles se soldent par des échecs car la haine, l'insolvabilité des clients et l'insécurité des bandits causés par des hommes mal intentionnés du milieu dévalisent les petites boutiques. Le problème des échecs répétitifs des activités commerciales est dû par la présence de beaucoup de pauvres à côté d'une minorité des riches selon les critères retenus dans le milieu. La question consiste à savoir quelles perspectives dans le cadre des stratégies de lutte contre la pauvreté innover pour les années à venir ? En dépit de certaines campagnes menées dans les villages par des Organisations Non Gouvernementales de Développement (O.N.G.D) pour maintenir les paysans chez eux grâce à l'utilisation des engrais, par exemple, qui permettrait de

meilleurs rendements, la diminution de la migration est douteuse ; il faudrait créer des emplois locaux, capables de satisfaire les besoins monétaires des agriculteurs (Vigor, 1980, p. 50) ; sécuriser également les zones rurales réputées fertiles où le droit coutumier est encore à vogue afin de stabiliser les nouveaux migrants. En effet, la création des emplois non agricoles par exemple des industries agro-alimentaires demeure une priorité incontestable pour occuper ne main d'œuvre rurale qui chôme.

Les stratégies au niveau collectif

Au niveau collectif, les tontines constituent une des stratégies pour les paysans de s'organiser entre eux pour une contribution d'un montant quelconque pendant une période bien déterminée. Mais cette stratégie se heurte à une insuffisance des moyens financiers pour la plupart des concernés, qui réalisent quotidiennement de faibles revenus.

Les initiatives locales se heurtent au détournement par les responsables des fonds destinés à l'augmentation de la production par achat par exemple des semences. Les organisations de développement se concentrent à une seule catégorie des populations dans un milieu restreint, ce qui rend inefficaces leurs actions.

D'autres activités non économiques auxquelles s'en donnent beaucoup de jeunes dans le milieu où les questions foncières se posent avec acuité sont nomment la vannerie, le transport, la commercialisation du sable et tant d'autres jobs pratiqués occasionnellement (comme la construction d'une toilette, la construction d'une maison), etc. Ces activités non économiques sont victimes des tracasseries vexatoires des services publics.

COMMENT S'EN SORTIR ?

Libérer les agriculteurs de la situation chaotique consiste à garantir un meilleur cadre juridique, disponibiliser de semences et des engrais améliorés, organiser un marché intérieur solide. L'État doit garantir une meilleure répartition des superficies des terres entre exploitants, qui est inégale à cause des abus observés dans l'application des régimes fonciers. Pour éviter l'inégalité d'accès à la terre, il convient de passer encore par les notables, autorités coutumières les plus proches de la population. Les notables sont mieux renseignés que quiconque sur les limites exactes de toutes les terres et évaluent régulièrement les acquisitions foncières à travers le système des redevances. La connaissance de ces éléments leur permettrait de bien maîtriser les conflits fonciers entre les lignages et de faire régner la paix au sein de la communauté villageoise. Il revient donc aux notables de veiller aussi à la répartition équitable des terres afin que certains paysans ne manquent pas de champs suffisants à leur subsistance. Il leur faut définir la taille maximale ou minimale de lopin de terre à allouer à chaque paysan. Cette considération du notable permet de regrouper les parcelles, très dispersées, d'un même paysan ou d'une communauté villageoise en un bloc homogène selon la culture pratiquée. Le droit coutumier est en face d'un remembrement qui se fait dans le respect du droit coutumier comme pour le cas des paysannats.

Pour sa part, William Easterly (2006) avance que pour combattre la pauvreté et promouvoir l'économie de marché, il faudrait de véritables réformes institutionnelles fondamentales pour responsabiliser les gouvernements devant leurs lois et leurs citoyens. Lorsque les politiques gouvernementales privilégient le détournement ou la corruption, qui sont au cœur du problème, elles peuvent être difficiles à le surmonter car eux-mêmes se

trouvent souvent pris dans cet anéantissement de leurs propres économies. Selon Mohamed Gafsi (2007, p. 48), la promotion de la croissance exige souvent des efforts conscients du gouvernement pour fournir des services de santé, la formation et d'infrastructures de base. Patrick Dugué et Jacques Brossier (2007) soutiennent que pour relever le défi qui combine l'augmentation de la production par actif et la croissance démographique, l'appui au monde rural doit être organisé surtout au niveau de l'exploitation agricole par la mise en œuvre des semences et engrais améliorés. Des recherches approfondies démontrent comment l'utilisation des engrais améliorés accroît le rendement d'une spéculation végétale. Les essais d'engrais pour les cultures vivrières donnent d'excellents résultats d'accroissement considérables du rendement agricole et d'amélioration des espèces végétales (Kamarck, 1968).

Dans de nombreux pays en développement, l'accès des petits exploitants agricoles à des variétés des semences agricoles et aux connaissances qui leur sont associées est extrêmement limité. La situation est plus critique dans les zones exposées aux guerres récurrentes où les agriculteurs pauvres et vulnérables n'ont parfois même pas accès aux sources traditionnelles d'approvisionnement des variétés de semence préférées. Il faut entendre par semence améliorée lorsqu'au moins une des caractéristiques de sa variété présente des performances supérieures à celles des variétés traditionnelles. Les caractéristiques qui la diffèrent des semences traditionnelles sont essentiellement le potentiel génétique de productivité élevé et la bonne adaptabilité à la zone considérée.

Les semences utilisées dans la plupart des cultures (vivrières ou industrielles) ne sont pas précisément certifiées par les services spécialisés en production et adaptation des semences. Ces services ne reçoivent pas des subventions suffisantes pouvant leur permettre de faire convenablement le travail de produire une gamme des semences pouvant satisfaire le besoin des agriculteurs. Souvent des semences dégénèrent et les paysans continuent à les utiliser. Si les cultures ne sont pas victimes des aléas climatiques, une bonne production agricole commence par une bonne préparation du sol, l'utilisation d'une bonne semence et un entretien suffisant des cultures. Un paysan qui sélectionne des semences espère à un rendement élevé non seulement pour l'autoconsommation mais aussi et surtout pour le marché. Plusieurs voies permettent d'accéder à ces différents semences et engrais ; parmi lesquels les petites institutions rurales et les coopératives.

La mise en place du marché intérieur s'effectue dans une optique libérale, pour laquelle la suppression des barrières à l'échange est perçue comme facteur de croissance et créatrice d'emplois. Pour réaliser le marché intérieur, il faut assurer la liberté de circulation des personnes, des marchandises, des services et des capitaux. Le marché intérieur est espace de prospérité et de liberté qui permet à des milliers de paysans agriculteurs de Lubero d'avoir accès aux biens, aux services, aux emplois, et à la richesse culturelle des autres collectivités environnantes. La mise en œuvre d'un marché intérieur requiert des efforts soutenus générant des avantages considérables pour les consommateurs et les entreprises publiques ou privées afin d'accroître la croissance économique susceptible de réduire la pauvreté dans la région.

L'organisation d'un marché intérieur solide garantit aux producteurs locaux un vaste débouché et facilite l'expansion de leurs marchandises pour créer enfin de nouvelles activités. Il en résulte donc une amélioration des conditions d'existence des populations à générale. Les pouvoirs publics locaux y gagnent aussi étant meilleurs producteurs et meilleurs consommateurs, ils (les paysans agriculteurs et autres catégories de la population) seront des meilleurs contribuables. Comment parvenir à construire un marché

intérieur solide ? Pour y arriver, il faut un certain nombre de préalables ; parmi lesquelles la sécurité dans la région, la relance de la production intérieure, l'aménagement des routes transnationales et les capacités commerciales, l'amélioration du climat des affaires et la réduction des tracasseries.

L'insécurité des groupes rebelles qui a élu domicile aujourd'hui dans les zones rurales du Territoire de Lubero où les paysans ont abandonné leurs terres pour s'entasser dans des communes rurales, il est utopique de créer un espace de prospérité économique et de liberté, qui promeut la libre circulation des personnes et de leurs biens. L'insécurité se présente comme un goulot d'étranglement à l'organisation d'un marché intérieur de la région. Les populations quittent les milieux insécurisés pour se rendre dans les agglomérations urbaines où elles vivent dans les familles d'accueil ou préfèrent carrément s'entasser dans d'autres villages environnants. Sans la paix, tout développement est impossible et il en est de même de l'émergence d'un marché intérieur (Paulvi, 1967).

CONCLUSION GENERALE

De tout ce qui précède, nous pouvons conclure sans inconvénient ces trois constats :

1° Les paysans de Lubero travaillent laborieusement mais sans aucune plus-value dans leur récolte. Ils sont lamentablement pauvres, ils mènent une vie socialement très précaire. Les indicateurs y sont très nombreux.

2° Les causes de la pauvreté sont nombreuses et multiformes. Les principales sont liées aux facteurs ayant trait à la mentalité culturelle des paysans, aux intempéries climatiques, aux inégalités entre les sexes pour la durée et la répartition des travaux, à la diminution de l'accès à la terre due par l'accaparement massif des terres communautaires arables par les hommes d'affaires et enfin aux marchés ruraux pour son faible coût d'achat des récoltes traduisant une absence flagrante de commerce équitable dans la zone rurale de Lubero.

3° Les stratégies de lutte contre la pauvreté sont des efforts très louables mais inefficaces. Du point de vue individuel, elles s'avèrent être du chômage déguisé. Il s'agit du petit commerce, de l'exode rural qui vient grossir le bidon ville de la Commune Rurale mal équipée en voirie et enfin le commerce à la sauvette pour les petits services. Du point de vue collectif, la stratégie relève de l'économie informelle.

A l'instar des occidentaux rien ne nous manque pour atteindre leur niveau de développement. D'où nous lançons un appel pressant aux décideurs congolais, tant nationaux que provinciaux de prendre en compte le secteur agricole pour garantir aux agro-éleveurs une vie décente.

REFERENCES

- Ansart, P. (2009). "Recherche-action", dans *Dictionnaire de Sociologie*, Seuil, Paris.
- Amouzou, E. (2009). *Pourquoi la pauvreté s'aggrave-elle en Afrique noire ?* Le Harmattan, Paris.
- Anani-Lazare, S-Agbo. (2013). *La mobilité des populations dans le complexe fluvio-lagunaire de la basse vallée de l'Ouémé au Bénin, en Afrique de l'Ouest, Thèse de doctorat (document inédit), Paris.*
- Calvez, Yves-J. (1970). *Aspects Politiques et sociaux des pays en voie de développement*, France

- Comeliau, C. (1969). *Conditions de la planification du développement, l'exemple du Congo*, Ed. Mouton, Paris
- Coste, R. (1984). *Pas de pauvre chez toi*, Nouvelle cité, Paris.
- Dumont, R. (1962). *L'Afrique est mal partie*, Ed. Seuil, Paris.
- Easterly, W. (2006). *Les pays pauvres sont-ils condamnés à le rester?* Paris, Editions organisation.
- Ela, J. M. (1990). *Quand l'Etat pénètre en brousse...Les ripostes paysannes à la crise*, Ed. Karthala, Paris.
- Georges, B. (1974), *Economie de la production agricole*, Edition Vander, Paris.
- Gacko, I. et Alii. (2015). *Les déterminants de la pauvreté monétaire et non monétaire au Mali en 2011*, Institut National de la Statistique.
- Gafsi, M. (2007). *Exploitations agricoles familiales en Afrique de l'Ouest et du Centre. Enjeux, caractéristiques et éléments de gestion*, éditions Quae, Paris.
- Kuma, J. K. (2020). *Pauvreté et chômage en République Démocratique du Congo : état des lieux, analyses et perspectives*, Centre de Recherches Economiques et Quantitatives (CREQ), Kinshasa
- Kessy, Z. M. (2004) *Développement de proximité et Gestion des Communautés villageoises*, Editions Eburnie, Abidja.
- Laffot, R. G. (1975). *La pauvreté dans les grandes villes*, Editions Grammont.
- Liu, M. (1995) *Fondements et pratiques de la recherche-action*, L'Harmattan, Paris.
- Lusolele, L. (2002). *Congo-Kinshasa: combattre la pauvreté en situation de post-conflit. Synergie entre l'Etat, le marché et le capital social*, éd. L'Harmattan, EU.
- Mossi, E. (1983). *Les riches et les pauvres*, Editions du Seuil, Paris.
- N'Kaloulou, B. (1984). *Dynamique paysanne et développement rural au Congo*, l'Harmattan, Paris.
- North, D. (2005). *Le processus du développement économique*, Editions d'Organisation, Paris.
- Paulvi, (1967). *Le développement des peuples. "popularum progressio"*, Editions du Centurion, Paris.
- Perroux, F. (1991). *L'économie du XX^{ème} siècle*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.
- Tevoedjre, A. (1978). *La pauvreté richesse des peuples*, Editions Economie et Humanisme, Paris.
- Tsongo, M. A. (1994). *Problématique d'accès à la terre dans les systèmes d'exploitation agricole des régions montagneuses du Nord Kivu (Zaïre)*, Thèse, en Sciences Agronomiques, Université Catholique Louvain.
- Vigor, C. (1980). *Paysans du Guatemala : quelle éducation ?*, Editions l'Harmattan, Paris.